

Olivier Maingain

«Mais qui sont-ils pour nous donner des leçons?»

LES PHRASES CLÉS

«Je ne demande rien, aucun ministère, rien du tout. Je veux juste redonner confiance dans la politique.»

«Il y a chez Benoît Lutgen une méconnaissance totale et ahurissante du fonctionnement de Bruxelles. Si c'est pour voir la victoire des nationalistes flamands à Bruxelles, moi, je ne participerai jamais à ça.»

Faut-il voir dans ces avancées en gouvernance l'aube d'une coalition DéFI/Ecolo/PS en Région bruxelloise?

«Absolument pas.»

«C'est mon dernier mandat de député, je l'ai dit. On a plein de jeunes prometteurs et ils se feront connaître comme je l'ai fait quand j'étais jeune élu. Je n'ai pas de regret.»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

La constance du jardinier. Dans son célèbre livre, John Le Carré avait affublé le héros, Justin Quayle, de quelques traits de caractère remarquables – la détermination, la pugnacité, voire un côté obsessionnel. On pourrait écrire – sans trop se tromper – qu'Olivier Maingain n'est pas si éloigné que cela, finalement, de Justin Quayle. D'abord, pardonnez-nous la facilité, mais l'homme de Woluwe a la main verte. Il vient, en effet, en l'espace de quelques jours, de séduire Ecolo – ce qui n'est jamais une mince affaire. Et puis, il y a la constance/l'obsession, selon l'angle depuis lequel vous observez la pièce. Celle de dire qu'il faut nettoyer les écuries politiques, que la bonne gouvernance doit passer avant tout le reste et que faire entrer les nationalistes flamands dans un gouvernement ne sera jamais son choix. «On ne va pas me changer pour une histoire de postes. Je ne demande rien, je ne veux

rien, aucun ministère rien du tout. Je veux simplement essayer de redonner un peu de confiance dans la politique et ses responsables.»

Il est assis ce jeudi, milieu d'après-midi, dans le salon des ambassadeurs du Parlement fédéral. Il fait chaud, il fait lourd et le velours orange des petits divans est d'un goût douteux. «Nous irons quand même ailleurs pour les photos?» interroge, coquet, le président de DéFI. Nous irons donc ailleurs.

La question iconographique étant réglée, place, mesdames et messieurs, à la politique.

Cinq semaines depuis le coup de Benoît Lutgen débranchant la prise des gouvernements régionaux, une semaine depuis que la ministre cdH Céline Fremault a, elle aussi, indiqué qu'elle ne souhaitait plus gouverner avec le Parti socialiste à Bruxelles – appelant Olivier Maingain et DéFI à constituer des majorités alternatives. «Je constate surtout que la réunion de gouvernement de ce jeudi s'est déroulée de manière très correcte, qu'à ma connaissance Madame Fremault n'est pas démissionnaire – et on ne m'annonce pas qu'elle le soit, bref, qu'on a donc un gouvernement composé des ministres de plein exercice et le cdH qui reste dans la majorité bruxelloise.» Tranquille.

«Maintenant, si d'une manière bizarre, Madame Fremault devait remettre sa démission au président du Parlement, cela ne paralyserait toujours pas le gouvernement bruxellois. Il n'y a pas, comme au fédéral, de notions d'affaires courantes à moins que tout le gouvernement démissionne – ce qui ne se produira pas. Elle peut démissionner mais elle est tenue de continuer à siéger tant qu'elle n'est pas remplacée. Et le gouvernement peut continuer à délibérer sur tous les points. Voilà. Il y a une continuité du pouvoir qui est assurée. On travaille et c'est très bien ainsi.» La majorité PS/DéFI/cdH est toujours en place, qu'on se le dise.

«Le cdH a servi les plats au PS»

Alors, on lui dit qu'il est «scotché» au Parti socialiste, histoire de faire démarrer cette interview.

Il ne s'énervé pas. Olivier Maingain, même quand il sort de ses gonds, est d'une placidité à toute épreuve. Oui, c'est possible. Mais on sent que la remarque sur le «scotchage» de sa formation politique avec le PS lui va assez loin.

«Je vous demande qui sont ces gens pour formuler de telles accusations. Qui sont-ils?»

«Le cdH et les libéraux, par exemple...»

Ne poussez pas, il y en aura pour tout le monde.

«Le cdH? Mais arrêtez cette farce: le cdH a servi les plats au PS pendant des décennies. Et il serait crédible sur la gouvernance? Et ils viendraient nous faire la leçon. Mais on rit, ou quoi?» Il ne rit pas du tout. «Benoît Lutgen dit qu'il a

libéré la Wallonie du socialisme mais il n'a rien libéré du tout. Ils ont collaboré pendant des décennies. On voudrait presque nous faire croire que soudain le cdH apparaît dans la lumière, surgi de nulle part, et qu'une sorte de rayonnement se ferait sur la terre grâce au cdH... Mais qu'est-ce que c'est que cette farce? Ils ont loti les administrations publiques en partenariat avec le PS: 2/3 pour les socialistes et 1/3 pour le cdH. On peut tout vérifier, c'est strictement exact. Ils

se sont partagés le pouvoir partout où c'était possible et on oserait aujourd'hui nous accuser d'être collé à qui que ce soit?»

Le moteur est bien lancé, on peut passer aux libéraux.

«Que fait le MR à la province de Liège et à la Ville de Bruxelles, les deux endroits où les scandales sont nés? Ils permettent au PS de continuer invariablement avec eux. Donc, cette leçon-là, ils n'ont aucune crédibilité pour la donner non plus. Aucune. D'autant plus qu'ils ne changent rien. Publifin est toujours gérée comme si rien ne s'était passé. Stéphane Moreau en est toujours le grand patron. À quoi servent-ils? Est-ce que Moreau est menacé dans son poste d'administrateur délégué de Nethys? Pas le moins du monde et ça, c'est avec la complicité du PS et du MR. Quand le MR aura réglé cette question, ils pourront venir me revoir...»

La réponse a fusé comme une balle, mais la psychologie de Maingain ne joue-t-elle pas un rôle dans son aversion pour les libéraux? Il n'a jamais été proche – c'est un euphémisme – de la famille Michel et récemment, il a également harponné Didier Reyniers, par exemple dans le dossier du

Kazakhgate. L'inimitié personnelle de Maingain avec certains libéraux joue-t-elle donc un rôle dans toute cette séquence? «Pas du tout, assure-t-il. J'ai vu Olivier Chastel, le président du MR, et la rencontre a été extrêmement franche et courtoise. Je n'ai jamais eu de conflit personnel avec Olivier Chastel, d'ailleurs. Maintenant, je vais vous dire quelque chose: je comprends parfaitement que le MR cherche à tirer un profit maximum des circonstances que lui offre Benoît Lutgen. Je serais à la place d'Olivier Chastel, je ferais pareil, donc je ne lui reproche pas de tenter de mettre à mal l'axe privilégié qu'avait le cdH avec le PS pendant tant d'années. C'est du jeu politique pur. Mais par contre, moi, je ne suis pas obligé de jouer dans ce jeu-là. D'abord, parce que Monsieur Lutgen n'a aucune solution pour Bruxelles. Et puis parce qu'il n'a toujours pas compris que sa solution, côté flamand, c'est l'entrée de la N-VA dans le jeu politique bruxellois.» Il poursuit: «Il y a chez Benoît Lutgen une méconnaissance totale et ahurissante du fonctionnement de Bruxelles: il faut une majorité dans le groupe flamand des parle-

mentaires bruxellois. C'est la réalité légale. Alors, excusez-moi, mais si c'est pour voir la victoire des nationalistes flamands à Bruxelles, je ne participerai jamais à ça. Si c'est cela le résultat de la manœuvre de Benoît Lutgen, je l'invite à réfléchir aux conséquences de ses actes. Je vous le dis: DéFI ne va jamais favoriser l'arrivée en quoi que ce soit de la N-VA au pouvoir à Bruxelles. On n'est quand même pas fou, on ne va pas travailler contre l'intérêt des Bruxellois. On sait ce qu'est le projet de la N-VA: le confédéralisme qu'ils font déjà avancer partout. On ne va pas les aider à le mettre en œuvre à Bruxelles.» Et il ajoute: «J'en veux à Benoît Lutgen. Je ne suis pas prêt à lui pardonner d'avoir ouvert la porte de la menace N-VA à Bruxelles. Qu'est-ce que vous pensez? Que je vais lui dire: 'Bravo, Benoît, tu as mis en danger Bruxelles et ses institutions, bravo, on te remercie.' Qu'il ne compte pas sur moi.»

Sur la gouvernance, MR et cdH au balcon?

Cette semaine, DéFI a boutiqué un axe sur la réforme de la gouvernance avec le parti Ecolo, une série de propositions de réformes qui vont être traduites en textes législatifs et déposés au Parlement bruxellois. «C'est la première fois qu'on a un programme significatif – je ne dis pas qu'on ne peut pas le compléter – pour mettre de l'ordre dans les affaires publiques à Bruxelles et procéder à un assainissement en profondeur des mœurs politiques. On a une exigence de transparence totale sur les rémunérations publiques et privées des mandataires pour prévenir les conflits d'intérêts. Il y aura une obligation de déclarer ses revenus publics et privés à la Cour des comptes qui sera chargée de vérifier si la limite des 150% de l'indemnité parlementaire est respectée.» La Cour des comptes n'intervient jusqu'ici que pour les mandats, pas pour les rémunérations. «J'insiste beaucoup pour que ce soit la Cour des comptes, parce que dans beaucoup d'autres formules, c'étaient des politiques qui contrôlaient des politiques: ça ne fonctionne pas. On veut un organe indépendant qui disposera de toute l'autorité pour le contrôle.» Le plafond salarial reste à 150% de l'indemnité parlementaire: «On ne peut pas dire à un député qu'il doit renoncer à toute autre activité professionnelle. Mais nous limitons les rémunérations privées encore une fois à 150% de l'indemnité.» Olivier Maingain insiste aussi sur l'introduction de règles en matière d'incompatibilité: un parlementaire, s'il est avocat, notaire ou comp-

table, ne pourra plus être conseil d'un pouvoir public ou plaider contre un pouvoir public. «Impossible par exemple, à l'avenir, pour un avocat/député d'aller chercher grâce à ses appuis politiques un job d'avocat pour le public. Armand De Decker n'aurait jamais pu exercer son métier d'avocat comme il l'a fait dans le Kazakhgate. Mais en revanche, on laisse la porte ouverte à l'exercice d'une fonction privée tout en attendant évidemment que l'activité parlementaire soit l'activité principale.»

La question du décumul intégral a été tranchée. «C'est clair et c'est net, la fonction parlementaire est incompatible avec celle d'échevin, de bourgmestre ou de président de CPAS, quels que soient la taille de la commune et le nombre d'habitants. Plus aucune rémunération pour les mandats dérivés, plus aucun avantage en nature.»

Toutes ces mesures, il faudra bien une majorité pour les voter. Jeudi matin, le Parti socialiste a laissé entendre qu'il se rangeait derrière DéFI et Ecolo. «Je ne vois pas comment le MR et le cdH pourront rester au balcon et dire qu'ils ne votent pas ces mesures qui assainissent le système.»

On revient sur le Parti socialiste. «Du calme, dit Maingain. D'abord, on va vérifier la réalité de leurs intentions, quand on les invitera à signer les textes de loi qu'on dépose. Et puis, nous serons sans complaisance sur les autres aspects: par exemple, la dépolitisation de l'administration. Nos exigences sont très élevées et les socialistes vont devoir accepter les conditions très strictes qu'on va imposer. Le PS ne doit pas s'attendre à la moindre complaisance de notre part.» Et d'ajouter: «Si le PS devait tergiverser, je suis très clair: c'est moi qui ferai d'autres choix. Soit on avance à marche forcée et avec des résultats atteints dans des délais extrêmement courts vers une meilleure gouvernance et les socialistes suivent le mouvement, soit j'envisagerai d'autres choses. Et je le dis très clairement: tous les textes législatifs sur la gouvernance devront être votés au maximum pour la fin de l'année.»

«Je n'irai pas cueillir les pâquerettes»

Ne tournons pas autour du pot: faut-il voir dans ces avancées en gouvernance l'aube d'une coalition DéFI/Ecolo/PS en Région bruxelloise? «Absolument pas. Ecolo est très clair à ce sujet également, on n'a pas discuté d'autre chose que de gouvernance. Je respecte le cadre. C'est comme cela qu'on peut convaincre le plus grand nombre possible de partis de rejoindre cet accord. Si demain, je disais, c'est la

base d'un futur accord de gouvernement, il est évident qu'on jettera le discrédit sur ces propositions en disant que c'est du calcul partisan. Or je veux rallier le plus grand nombre de partis à ces propositions.»

Charité bien ordonnée commence par soi-même, entend-on parfois. Or Maingain-chantre-de-la-gouvernance est le même Maingain qui cumule un poste de député fédéral, de bourgmestre et de président de parti... «C'est mon dernier mandat de député, je l'ai dit. Oui, j'adore la vie parlementaire, mais il ne faut jamais se penser irremplaçable. Mon départ du Parlement permettra de faire progresser la nouvelle génération du parti. On a plein de jeunes prometteurs et ils se feront connaître comme je l'ai fait quand j'étais jeune élu. Je n'ai pas de regret.»

Il marque une pause.

«Antoinette Spaak a eu cette jolie formule et je la fais mienne aujourd'hui: le parti ne me doit rien, c'est moi qui dois tout au parti. Je dois ce que je suis à la force collective de mon parti, j'ai toujours voulu préserver cette force collective, tant mieux si, demain, d'autres poursuivent cette aventure.»

De la nostalgie? «J'ai adoré ce que j'ai fait et mes convictions sont intactes mais j'ai cette aptitude à pouvoir tourner une page et à me projeter dans autre chose. Cela dit, je choisis ma commune mais je n'abandonne pas la vie politique. Je ne vais pas aller cueillir les pâquerettes. Je donnerai un peu plus de temps et d'espace à ma vie privée mais je resterai présent dans l'arène politique.»

Notez, il a tout de même évoqué la cueillette des pâquerettes. La constance du jardinier.